



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRANA FRUIT FRANCE

435, avenue Victor Hugo
26000 Valence

Références : 20250715-RAP-DAEN0835

Code AIOT : 0006102760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement AGRANA FRUIT FRANCE implanté 435, avenue Victor Hugo 26000 Valence. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRANA FRUIT FRANCE
- 435 avenue Victor Hugo 26000 Valence
- Code AIOT : 0006102760
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRANA FRUIT FRANCE exerce une activité de transformation de fruits pour des produits laitiers, des glaces et des pâtisseries depuis 1963 sur le site de Valence, d'abord sous le nom de Michel Fruit, puis SIAS à partir de 1989 et ATYS à partir de 2002. En 2006, ATYS est devenu AGRANA FRUIT FRANCE en 2006. Le site emploie actuellement 93 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Sobriété hydrique
- Stockage des liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Point situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article '1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/25
2	Moyens de lutte contre l'incendie – Stockage de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/10/25
4	Absence de mur coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	31/01/26
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/25
8	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/25
11	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 32	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/25
12	Effluents - contrôle de la présence d'H ₂ S	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	31/08/25
13	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	31/08/25
16	Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/01/26
17	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/07/25
21	Forage – géothermie	Autre du 04/07/2025, article L.112-1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/01/26

⁽¹⁾ Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
3	Réalisation des requalifications périodiques – situation irrégulière	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective
6	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective
7	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
9	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
10	Étanchéité et curage des égouts	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective
14	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe	/
15	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	/
18	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1	/
19	Sécheresse - respect des restrictions applicables	Arrêté Préfectoral du 24/06/2025, article Annexe 1	/
20	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur la thématique de la sobriété hydrique. Les actions engagées par l'exploitant ne lui permettent pas à ce stade de bénéficier d'une exemption du cadre général applicable en cas de sécheresse.

L'inspection a aussi permis d'échanger sur les suites des précédentes inspections.

L'exploitant a réalisé un gros travail sur sa connaissance des réseaux suite à l'inspection sur la thématique des rejets aqueux en 2024.

Des non-conformités subsistent concernant la ventilation et l'extinction automatique des locaux de

stockage de liquides inflammables. Une mise en demeure est proposée sur ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article '1			
Thème(s) : Situation administrative, Activités			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024			
Prescription contrôlée : Tableau des activités tel que mis à jour par l'article 1 de l'AP n°2016200-0010 du 13/07/2016 :			
Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.	120 tonnes/jour (quantité de matières entrantes)	2220.B.2 .a	E
Ammoniac	181 kg	4735.1.b avec le bénéfice de l'antériorité	DC
Entrepôts de stockage de matières combustibles	530 tonnes et 6385 m ³ 1510	1510	DC
Installation de combustion au gaz naturel	8,25 MW	2910.A.2	DC
Constats : La rubrique 1510 ayant été modifiée par l'arrêté du 24 septembre 2020, l'inspection a demandé à l'exploitant de se positionner sur le classement de son site sous cette rubrique lors de l'inspection du 22/03/2022 en utilisant le guide d'application. La réponse transmise par l'exploitant ne prenait en compte que les matières premières inflammables. Lors de l'inspection du 12/03/2024, il a de nouveau été demandé à l'exploitant de se positionner en appliquant le guide d'application. <u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u> Contrairement à la demande, la démarche du guide n'est pas déroulée. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau comportant les surfaces de tous les étages du bâtiment. En considérant, en première approximation, une surface totale de 15 720 m ² et une hauteur sous plafond de 3,5 m, le volume serait de 55 000 m ³ . Ce qui conduirait à classer le site à enregistrement sous la rubrique 1510 au lieu de déclaration actuellement.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet son positionnement sur la rubrique 1510, le cas échéant en faisant appel à un bureau d'étude. Ce positionnement doit comporter l'analyse de la conformité à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.			

Ce point est susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure en l'absence de réponse pertinente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/08/2025

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – Stockage de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024
Prescription contrôlée : Article 10 de l'AP n° 2014276-0011 du 03/10/2014 : L'article 3 de l'annexe à l'arrêté n° 1357 du 8 avril 1997 est complété comme suit : 5 Prescriptions relatives au stockage de liquides inflammables 5.1 Implantation, aménagement 5.1.1 Comportement au feu des bâtiments [...] <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. [...]</p> 5.1.2 Ventilation Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. [...] 5.3.3 Détection et protection contre l'incendie L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; - d'au moins une couverture spéciale antifeu. Les stockages aériens de liquides inflammables de catégorie B sont également équipés : <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique d'incendie approprié au produit ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté au risque à couvrir. <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de deux locaux abritant le stockage de liquides inflammables (LI) : le local 401 (chambre 5) et le local dit « Bunker » contenant les bidons d'arômes entamés.</p> <p>Lors de l'inspection du 22/03/2022, il a été constaté lors de l'inspection que certaines prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n°2014276-0011 du 03/11/2014 ne sont pas respectées.</p> <p>Seuls une partie des non-conformités a été levée.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u></p> <p>Suite à l'inspection du 12/03/2025, l'exploitant a trouvé un marquage la porte coupe-feu du local « 401 ». La porte coupe-feu du local « Bunker » ne comporte pas d'information.</p> <p>L'exploitant indique avoir prévu une mise en conformité pour l'extinction automatique du local « Bunker » en mars 2026. Le sujet de la ventilation du local « 401 » n'a pas été étudié.</p> <p>Non-conformité :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier du caractère coupe-feu de la porte du local « Bunker ».</p> <p>Le local « Bunker » n'est pas équipé d'une extinction automatique.</p> <p>Le local « 401 » n'est pas convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie le caractère coupe-feu EI30 de la porte coupe-feu du local de stockage des liquides inflammables « Bunker » avant le 31/10/2025.</p> <p>La non-conformité concernant la ventilation du local « 401 » et le système de détection et d'extinction automatique du local « Bunker » fait l'objet d'une proposition de mise en demeure de l'exploitant de respecter les prescriptions des points 5.1.2 et 5.3.3 de l'article 3 de l'arrêté n°1357 du 8 avril 1997, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2014276-0011 du 03/10/2014 en transmettant la commande des travaux avant le 30/11/2025 et en mettant en conformité les installations avant le 30/04/2026.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le contrôle réalisé par l'inspection est un contrôle par sondage.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 31/10/2025</p>

N° 3 : Réalisation des requalifications périodiques – situation irrégulière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Le plan d'inspection est établi selon les guides professionnels ou cahiers techniques professionnels approuvés, listés en annexe 2, ou selon d'autres guides ou cahiers techniques professionnels approuvés par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Tout nouveau guide ou cahier technique professionnel et toute modification de guide</p>

ou cahier technique professionnel existant sont établis en accord avec le guide professionnel reconnu mentionné au 2° de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement.

Décision BSERR n°20-037 du 19 août 2020 modifiant la décision BSEI n°14-078 du 7 juillet 2014 relative à la reconnaissance d'un cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression.

Article 2

Le cahier technique professionnel porté par l'union syndicale nationale des exploitations frigorifiques (USNEF) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression - version du 23 juillet 2020, est approuvé à l'exception des fiches techniques qui y sont jointes.

Article 3

Les exploitants qui établissent des plans d'inspection selon le CTP mentionné à l'article 2, justifient, sur demande, de la conformité des équipements aux exigences de ce cahier technique Professionnel.

A.3. Requalification périodique

A.3.2 Périodicité de la requalification

La requalification des équipements sous pression contenant des fluides frigorigènes toxiques est réalisée au plus tous les 6 ans.

Constats :

Constat issu de l'inspection du 22/03/2022 :

Non-conformité :

Les systèmes frigorifiques à l'ammoniac ont une année de construction de 2011.

Aucun poinçon de requalification périodique n'a pu être trouvé sur la plaque des équipements, des ensembles ou à proximité.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les attestations des requalifications des groupes froids réalisées en 2017. Les plaques n'avaient pas été poinçonnées par l'organisme habilité (APAVE).

Constat lors de l'inspection du 12/03/2024 :

L'exploitant a indiqué avoir du mal à faire poinçonner les plaques par l'APAVE, et qu'une intervention était programmée pour la semaine suivante.

Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :

L'exploitant a fait mettre des étiquettes par l'APAVE sur les groupes froids et transmis des photos des plaques.

La non-conformité est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Absence de mur coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 3

Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024

Prescription contrôlée :

Article 9 de l'AP n° 2014276-0011 du 03/10/2014 :

L'article 3 de l'annexe à l'arrêté n° 1357 du 8 avril 1997 est complété comme suit :

4 Prescriptions relatives à l'installation de réfrigération à l'ammoniac [...]

4.2.2 Comportement au feu des bâtiments

Les salles des machines sont conçues de façon à respecter les prescriptions du chapitre 5 de la norme NF EN 378-3 (version 2008).
Constats : Constats issus de l'inspection du 22/03/2022 : Non-conformité : Il n'y a pas de mur coupe feu entre le local ammoniac et la cellule froid voisine. Des travaux sont en cours. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos des travaux réalisés. Constats issus de l'inspection du 12/03/2024 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une attestation REI 120 pour le mur. En effet, plusieurs entreprises sont intervenues pour ces travaux, et refusent d'attester du caractère REI 120 du mur. <u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u> L'exploitant a transmis des éléments concernant les matériaux employés. Les éléments transmis ne répondent pas à la demande. Si les matériaux semblent adaptés pour les critères EI, leur mise en œuvre est également importante, et le critère de résistance doit être validé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet une attestation REI 120 pour le mur coupe feu entre le local ammoniac et la cellule froid voisine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 31/01/2026

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
Prescription contrôlée : AP du 08/04/1997 modifié - Annexe - Article 2 4.3 - Collecte des effluents liquides 4.3.2 - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Constats issus de l'inspection du 12/03/2024 : Le schéma des réseaux des rejets aqueux a été présenté. Le réseau des eaux pluviales des voiries représenté sur le schéma ne semble pas cohérent. En effet, les eaux pluviales semblent être rejetées dans le réseau unitaire communal, sauf pour celles des secteurs des séparateurs d'hydrocarbures n°3 et n°4. Or, l'autorisation spéciale de déversement du 29/07/2019 indique que les eaux pluviales « parking » et « zone stockage déchets organiques » sont

<p>rejetées en puits d'infiltration après respectivement passage dans un séparateur à hydrocarbures et bac à graisse.</p> <p>Le schéma des réseaux ne permet pas de comprendre la circulation des effluents.</p> <p>Il convient de vérifier le plan des réseaux, en particulier à proximité de l'obturateur 2 et de la benne à déchets.</p> <p>Le sens d'écoulement doit être indiqué.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a effectué un gros travail sur sa connaissance des réseaux suite à l'inspection sur la thématique des rejets aqueux en 2024.</p> <p>Le passage de caméras a permis de détecter des anomalies qui ont ensuite été corrigées par l'exploitant (descente d'eau pluviale dans les eaux usées, risque d'infiltration sur une portion de réseau d'eau usée, tuyau cassé, confirmation de caniveaux condamnés).</p> <p>Cependant, il manque l'indication des secteurs collectés sur le plan.</p> <p>L'exploitant indique que les caniveaux de la zone du compacteur de déchets métalliques sont condamnés. Il n'a pas été possible de vérifier ce point lors de l'inspection, l'accès étant rendu difficile par la présence de la benne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet un plan mis à jour.</p> <p>L'exploitant transmet des photos des caniveaux condamnés de la zone du compacteur de déchets métalliques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 31/08/2025</p>

N° 6 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats lors de l'inspection du 12/03/2024 :</p> <p>Les effluents industriels sont rejetés dans le réseau unitaire communal.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées dans le réseau unitaire communal ou infiltrées dans des puits d'infiltration après passage dans des séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Le contrôle a porté sur deux puits d'infiltration : Le puits d'infiltration situé en aval de l'obturateur n°3 est propre et vide, malgré les pluies récentes. Le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 est plein d'eau qui paraît huileuse.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit clarifier le plan des réseaux, en particulier à proximité de l'obturateur n°2 et s'assurer que seules des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ou traitées par un séparateur d'hydrocarbures sont infiltrées.</p> <p>Le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 doit être pompé et curé.</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u></p> <p>Le passage de caméras a permis de clarifier le plan des réseaux. Celui-ci a été mis à jour. Toutes les eaux pluviales issues des voiries sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avant d'être infiltrées.</p> <p>Le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 a été de nouveau regardé. Il n'est pas vide, ce qui est cohérent avec l'orage de la veille. Ce puits a été vidé le 23/06/2025. L'exploitant a présenté des photos et le bordereau de suivi de déchets dangereux.</p> <p>Cependant, l'eau présente dans le puits ne paraît pas propre. Ce point est suivi dans le point de contrôle « Eau pluviales susceptibles d'être polluées ».</p> <p>Le point de contrôle est soldé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP du 08/04/1997 modifié - Annexe - Article 2</p> <p>4.6 - Surveillance des rejets</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.</p> <p>L'accès aux points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée de matériel de mesure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/03/2024, la visite de terrain a permis de visiter les installations de prélèvement et de mesure de l'exploitant. Le regard dans lequel sont effectués les prélèvements et mesures lors des contrôles inopinés a également été vu.</p> <p>L'exploitant réalise la mesure du débit entre le bac de relevage et le dégrilleur sur la tuyauterie.</p> <p>La mesure en continu de la température et du pH est réalisée sur le bac de relevage.</p> <p>Les prélèvements pour analyses sont réalisés dans le bac situé en aval du dégrilleur. Le préleveur est asservi au débit. L'armoire de prélèvements est réfrigérée à 4 °C.</p> <p>Le regard dans lequel sont effectués les contrôles inopinés est situé en aval de l'obturateur n°5. Ce regard est situé en aval du raccordement des eaux vannes et des eaux pluviales en provenance du caniveau situé à proximité de la benne à déchets.</p> <p>Par conséquent, les contrôles inopinés sont réalisés sur les eaux industrielles mélangées à des eaux vannes et des eaux pluviales.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué que les prochains contrôles inopinés seraient bien faits</p>

au niveau du point de prélèvement de l'autosurveillance, qui est maintenant adapté suite aux travaux réalisés en 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe – Art. 2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024

Prescription contrôlée :

Article 35 de l'arrêté du 14 décembre 2013 modifié

L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.

La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont.

Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.

[...]

Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013 modifié

I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. (Voir tableau de l'arrêté)

II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. (Voir tableau de l'arrêté)

Article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. (Voir arrêté)

AP du 08/04/1997 modifié - Annexe - Article 2

4.5 - Qualité des effluents rejetés

4.5.1 - Les effluents devront être exempts :

de matières flottantes,

de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,

de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30 °C.

4.5.2 - Caractéristiques des eaux rejetées

* dans le canal des Malcontents

La concentration en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 10 mg/l, concentration à déterminer selon la norme NFT 90114.

* dans le réseau d'assainissement de VALENCE

- les effluents ne devront pas dépasser les valeurs suivantes : (cf. AP)
- les effluents devront présenter une concentration en matières organiques telle que la teneur en azote total du liquide n'excède pas 150 mg/1 si on l'exprime en ions ammonium.
- les effluents ne devront pas avoir des caractéristiques inférieures à :
 - DBO : 30 mg/l sur effluent brut
 - DCO : 90 mg/l
 - MES : 30 mg/l.
- les effluents devront avoir des caractéristiques inférieures à :
 - DBO < 2 000 mg/l
 - DCO < 4 000 mg/l
 - MES < 500 mg/l.

Les valeurs indiquées ci-dessus seront celles mesurées sur un échantillon représentatif de la période considérée.

Toutefois, en fonction des exigences du gestionnaire du réseau les valeurs à respecter pourront être inférieures à ces valeurs ou supérieures à ces valeurs. Dans tous les cas l'exploitant devra se conformer aux valeurs fixées par ce dernier et les quantités d'effluents rejetés correspondantes seront au maximum les suivantes : (cf. AP du 03/10/2014)

Constats :

Constats issus de l'inspection du 12/03/2024 :

L'exploitant a présenté la nouvelle autorisation spéciale de déversement du 09/01/2024. Celle-ci n'a pas été transmise à l'administration.

Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 08/04/1997 modifié sont inférieures à celles de l'autorisation de déversement pour certains paramètres pour les concentrations. Ces modifications seront prises en compte lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions par arrêté préfectoral complémentaire.

Les résultats de l'autosurveillance montrent que les valeurs limites de l'autorisation de déversement sont respectées, sauf pour la température et le pH. L'exploitant indique avoir un projet de bassin tampon. L'attention de l'exploitant est attirée sur le risque d'apparition de dégagement d'H₂S dans les bassins tampons.

Non-conformité :

Les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées pour ce qui concerne la température et le pH.

De plus, l'exploitant doit se prononcer sur les paramètres de son autosurveillance. La lettre de suite détaille les informations attendues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre :

- la dernière autorisation spéciale de déversement,
- un planning de mise en conformité de ses rejets pour ce qui concerne le pH et la température,
- son positionnement sur son autosurveillance.

Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :

L'exploitant a transmis son autorisation spéciale de déversement du 09/01/2024.

Concernant la mise en conformité de ses rejets pour ce qui concerne le pH et la température :

La non-conformité persiste sur la température des rejets, avec des températures mesurées dans le canal de mesure pouvant aller jusqu'à 90°C. À noter que les rejets sont ensuite mélangés aux effluents des bureaux et vestiaires avant rejet dans le réseau d'assainissement. Les déclarations de l'exploitant sur la plateforme GIDAF montrent que les dépassements persistent également sur le

pH, avec une moyenne journalière pouvant atteindre 9,1 le 20/03/2025. Le détail des mesures n'a pas été examiné lors de cette inspection.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un projet de récupération de la chaleur fatale, qui devrait permettre d'abaisser significativement la température de ses rejets. Ce projet est prévu pour 2026.

L'exploitant a présenté un projet de mise en place d'une cuve, permettant de réguler le pH par ajout d'acide ou de soude. Ce projet est prévu pour 2027.

Le gestionnaire du réseau d'assainissement contacté suite à l'inspection a confirmé suivre ces non-conformités et les projets de l'exploitant pour régulariser sa situation.

Par ailleurs, il apparaît que l'eau de forage est traitée avant utilisation, y compris pour le refroidissement. Or, l'eau utilisée pour le refroidissement est ensuite rejetée dans le canal des Malcontents, qui se déverse dans le Rhône.

L'exploitant n'a pas transmis son positionnement sur son autosurveillance. La réponse indique « Respect des valeurs limites de l'autorisation de déversement : Arrêté n°2024-001 ».

L'inspection a de nouveau expliqué les attendus, détaillés dans la lettre de suite de l'inspection du 12/03/2024. Il est à noter que le positionnement doit porter sur tous les rejets du site, y compris le rejet dans le canal des Malcontents.

Le positionnement est attendu par rapport aux prescriptions des arrêtés suivants :

– arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

– arrêté du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour ce qui concerne le rejet dans le canal des Malcontents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant transmet un planning de mise en conformité de ses rejets pour ce qui concerne le pH et la température sous 1 mois.
- L'exploitant transmet son positionnement sur son autosurveillance sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 31/08/2025

N° 9 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024

Prescription contrôlée :

Arrêté du 14/12/2013 modifié - Article 1 :

Les prescriptions générales du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations autorisées avant le 1er janvier 2014 au titre de la rubrique 2220 et relevant de l'enregistrement à partir de cette date.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :

- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.
- des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Toutefois, les dispositions des articles 25, 32, 35, 36, 37, 38, 55 et 56 s'appliquent aux installations existantes et aux installations nouvelles conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]

Arrêté du 14/12/2013 modifié - Article 55 :

[...] Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent :

- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage.

Arrêté du 02/02/1998 modifié - Article 58-II :

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Arrêté préfectoral du 08/04/1997 modifié - Annexe - Article 2

4.6.1 - Rejets dans le réseau d'assainissement de VALENCE

[...] Une fois par an une analyse complète des rejets sera réalisée par un laboratoire agréé. [...]

Constats :

Constats issus de l'inspection du 12/03/2024 :

L'exploitant réalise lui-même les prélèvements. Aucun écart n'a été relevé lors du dernier contrôle inopiné par le laboratoire sur les moyens de prélèvement.

Les analyses sont confiées à un laboratoire agréé.

Les échantillons ne sont pas systématiquement envoyés dans les 24 heures pour analyse. Cela a pour conséquence que certains résultats ne sont pas remis sous accréditation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à transmettre les échantillons pour analyse dans les 24 h qui suivent le prélèvement.

Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :

L'exploitant veille désormais à transmettre rapidement les échantillons au laboratoire. Néanmoins, les rapports comportent toujours une réserve sur les délais de mise en analyse. L'heure de prélèvement doit être communiquée au laboratoire.

L'exploitant a indiqué que l'heure de prélèvement est désormais indiquée.

Ce point est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Étanchéité et curage des égouts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024
Prescription contrôlée : 4.3.4 - Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages.
Constats : Lors de l'inspection du 12/03/2024, l'inspection a constaté que le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 était rempli. Le liquide présente des irisations alors que le puits d'infiltration est situé en aval hydraulique d'un décanteur/déshuileur. L'exploitant a pourtant indiqué avoir fait réaliser récemment un curage du puits et un entretien du décanteur/déshuileur. Il existe par conséquent un doute quant à la bonne étanchéité des réseaux. Le curage de ce puits doit être renouvelé. L'inspection a aussi constaté que le regard situé sur le réseau de rejet des eaux de refroidissement situé à proximité de la benne à déchet n'était pas étanche. Or, ces eaux sont rejetées directement dans le canal des Malcontents. Non-conformité : Il existe un doute quant à l'étanchéité des égouts à proximité de l'obturateur 2. Le réseau de rejets des eaux de refroidissement n'est pas étanche. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit vérifier la bonne étanchéité de son réseau d'égout. L'exploitant doit réaliser le curage du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2. L'exploitant doit étanchéifier le réseau de rejet des eaux de refroidissement. <u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u> L'exploitant a indiqué que le décanteur/déshuileur situé à proximité de l'obturateur n°2 était défectueux, ce qui serait la cause des irisations constatées dans le puits d'infiltration situé en aval. Cependant, il a de nouveau été constaté que l'eau présente dans le puits d'infiltration n'était pas claire. Ce point est traité dans la fiche « Eaux pluviales susceptibles d'être polluées ». L'exploitant a également clarifié le tracé des réseaux et fait réaliser un curage. Concernant le réseau de rejet des eaux de refroidissement, la plaque non étanche a été rehaussée et étanchéifiée. La fiche est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action

corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024

Prescription contrôlée :

Article 32 de l'arrêté du 14 décembre 2013

En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 36 avant rejet au milieu naturel.

Article 36 de l'arrêté du 14 décembre 2013

I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...]

II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. [...]

Hydrocarbures totaux :

Code SANDRE : 7009

Valeur limite : 10 mg/L

Constats :

Lors de l'inspection du 12/03/2024, l'inspection a constaté que le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2 était rempli. Le liquide présente des irisations alors que le puits d'infiltration est situé en aval hydraulique d'un décanteur/déshuileur.

L'exploitant a pourtant indiqué avoir fait réaliser récemment un curage du puits et un entretien du décanteur/déshuileur.

Il existe par conséquent un doute sur le bon dimensionnement de l'ouvrage de traitement.

L'exploitant doit s'assurer du respect des valeurs limites de rejet.

Non-conformité :

Les valeurs limites de rejets dans le milieu naturel ne semble pas respectées pour le puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du dimensionnement de l'ouvrage de traitement en amont du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.

L'exploitant doit transmettre :

- le justificatif de l'entretien du décanteur/deshuileur situé à proximité de l'obturateur n°2,
- le résultat des analyses du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.

Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :

L'exploitant n'a pas justifié le dimensionnement de l'ouvrage de traitement en amont du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.

L'exploitant a fait réaliser le pompage et le nettoyage des décanteurs/déshuileurs le 04/10/2024.

L'exploitant n'a pas fait réaliser d'analyse des eaux du puits d'infiltration que ce soit avant ou après les opérations d'entretien et de nettoyage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant justifie le dimensionnement de l'ouvrage de traitement en amont du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2.
- L'exploitant réalise un prélèvement pour analyse sur le contenu du puits d'infiltration situé à proximité de l'obturateur n°2, **avant** d'effectuer de nouveau un curage.
- L'exploitant réalise un nouveau prélèvement pour analyse **après** le nettoyage du puits d'infiltration.
- L'exploitant fait réaliser le contrôle des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/08/2025

N° 12 : Effluents - contrôle de la présence d'H₂S

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article 4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets de produits susceptibles de dégager des gaz toxiques en égout
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024
Prescription contrôlée : 4.5 - Qualité des effluents rejetés 4.5.1 - Les effluents devront être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, - de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
Constats : Constats issus de l'inspection du 01/07/2024 : Par courrier du 29/06/2023, il était demandé à l'exploitant de procéder sous trois mois à une analyse de la présence d'H ₂ S (gazeux et dissous) dans ses rejets. Cette analyse devant comporter au minimum, 4 mesures sur 24 h sur les mois d'été. L'exploitant a réalisé un unique contrôle le 14/09/2023. Ce contrôle a porté sur un prélèvement d'air dans le regard situé en amont du rejet dans le réseau communal et sur 4 prélèvements d'effluent. Ce contrôle n'a pas révélé de présence d'H ₂ S. Les résultats n'ont pas été transmis. L'exploitant a prévu de réaliser de nouveau des contrôles sur les mois de juin, juillet, août et septembre 2024. Les résultats de ces contrôles devront être transmis à l'inspection.
<u>Constats lors de l'inspection du 01/07/2025 :</u> L'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées à l'été 2024 (4 mesures/jour sur 4 jours répartis sur l'été 2024). Les mesures dans l'air n'ont pas été réalisées en continu contrairement à la demande. Les mesures dans l'air n'ont pas conduit à détecter d'H ₂ S. La valeur d'H ₂ S dissous maximale mesurée est de 0,03 mg/L. L'attention de l'exploitant est attirée sur le risque de développement d'H ₂ S dans les bassins tampons et les réseaux, en particulier dans le cadre de ses projets de modification. L'exploitant a prévu d'installer prochainement un détecteur H ₂ S en continu au niveau du dernier regard avant rejet dans le réseau d'assainissement communal, avec alarme à deux niveaux : 50 ppm pour recherche des causes et 100 ppm pour alerte, conformément à la procédure départementale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informe l'inspection de la mise en service du capteur d'H ₂ S.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 31/08/2025

N° 13 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>[...]</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, les compteurs ont été relevés :</p> <p>Compteur Forage n°2045004756 : 0 713 448 m³</p> <p>Compteur AEP n°K18JH025145V : 50 407,40 m³</p> <p>L'arrivée du réseau AEP est équipée d'un disconnecteur, contrôlé le 29/11/2024.</p> <p>Le forage n'est pas équipé de disconnecteur.</p> <p>L'exploitant indique que le relevé des compteurs est mensuel pour le forage et qu'aucun relevé n'est effectuée pour le réseau AEP, le suivi étant fait sur facture tous les 6 mois.</p> <p>La fréquence de relevé des compteurs est insuffisante pour permettre un suivi correct de la consommation d'eau. Un relevé quotidien paraît plus approprié compte tenu des volumes consommés.</p> <p>De plus, en application du point 1° de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 modifié, l'exploitant doit tenir à jour à la disposition de l'inspection des installations classées les volumes d'eau prélevés au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité. Ces volumes sont à renseigner hebdomadairement, le site prélevant plus de 100 m³ par jour.</p> <p>Lors de la présente inspection, la zone hydrographique était en vigilance.</p> <p>Non-conformité :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un relevé hebdomadaire de ses consommations d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant effectue un relevé au minimum hebdomadaire de ses compteurs sur le forage et le réseau AEP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/08/2025

N° 14 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés
<p>Prescription contrôlée : Annexe - Article deux 4 – Pollution des eaux 4.1 - Alimentation en eau [...] • Les usages sanitaires et les usages "ingrédient" doivent être assurés par le réseau public. [...]</p> <p>4.1.2 - Prélèvement d'eau Les usages industriels (lavage, refroidissement, vapeur...) Seront assurés par un forage implanté sur le site de l'usine ayant une capacité de pompage de 165 m³/h. Toutes précautions seront prises pour assurer l'étanchéité du puits.</p>
<p>Constats : L'arrêté ne comporte pas de volume maximal prélevable que ce soit sur le forage ou le réseau d'eau publique AEP. La consommation d'eau semble en augmentation depuis 2019 par rapport aux années précédentes. Le responsable sécurité environnement indique qu'il a repris le suivi des consommations d'eau depuis 2019. La manière de relever les consommations a ainsi changé. Auparavant, ce n'était pas le compteur principal du forage qui était utilisé mais un dispositif annexe avec un problème de fiabilité. Ce point fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire de prescription d'étude technico-économique concernant les consommations d'eau dans un rapport spécifique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP
<p>Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare ses consommations d'eau sous GEREP. La consommation d'eau en 2024 a été de 153 055 m³ pour les eaux de forage et 10 970 pour le réseau AEP soit un total de 164 025 m³. Les valeurs déclarées sous GEREP ne sont pas cohérentes avec les valeurs indiquées dans le plan de sobriété hydrique de l'exploitant (PSH). En effet, l'exploitant a indiqué dans le PSH les valeurs en « années AGRANA », période de mars à février. Ce point est traité dans le point de contrôle « Sobriété hydrique » qui concerne le PSH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/1997, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau - dispositions pérennes
Prescription contrôlée : Annexe - Article deux - 4.1 L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. [...]
Constats : L'inspection a transmis son analyse du PSH en amont de l'inspection. Lors de l'inspection, un long échange a permis d'expliquer les attendus. Les remarques transmises doivent être prises en compte dans une nouvelle version du PSH. En particulier : <ul style="list-style-type: none">– Le relevé des compteurs d'eau est insuffisant pour permettre un suivi efficace de la consommation d'eau.– Les données concernant l'évolution des prélèvements ne sont renseignées qu'à partir de 2019. Un maximum de données doit être retrouvé et fourni pour étayer le PSH.– Les volumes indiqués sont différents de ceux déclarés sur GERE, car l'exploitant a retenu les volumes du 1^{er} mars de l'année N au 28 ou 29 février de l'année N+1, selon le suivi en vigueur dans le groupe AGRANA. Le PSH doit être modifié pour indiquer des volumes sur année calendaire.– Le PSH indique des volumes pour certains usages. Or, le site ne dispose d'aucun autre compteur que ceux situés sur l'arrivée du réseau AEP et sur le forage. Lorsque les consommations indiquées sont des estimations, cela doit apparaître clairement en commentaire.– Les usages indiqués dans le PSH doivent être cohérents avec les usages indiqués dans le dossier de 2014, ou faire l'objet d'une information de l'inspection, voire, le cas échéant, d'un dossier de PAC en cas de modification notable, pour permettre la mise à jour de l'arrêté.– Le positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles est manquant. Il n'est pas réservé aux entreprises IED.– Le recensement des actions de réduction des prélèvements <u>réalisées et futures</u> n'est pas fourni.– Le recensement des actions de réduction des prélèvements et des diminutions des rejets en cas de situation hydrologique est à revoir et approfondir. Le PSH est actuellement très insuffisant pour permettre de bénéficier d'une exemption des restrictions prévues par l'arrêté préfectoral du 07/04/2023 en cas de sécheresse. Les attendus sont indiqués dans le modèle de PSH, à respecter pour en faciliter l'instruction, et sur la page internet dédiée : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour son PSH pour prendre en compte l'ensemble des remarques transmises en amont de l'inspection et ci-avant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 31/01/2026

N° 17 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Prescription contrôlée :

Article 1

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Article 3

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Article 4

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1er.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

Constats :

Le site consomme plus de 10 000 m³ par an.

L'activité du site ne répond pas à la définition de « transformation agroalimentaire en flux poussé ». En effet, les matières premières transformées sont des fruits, sous forme de morceaux, tranches ou cubes surgelés, ou de fûts ou poches conservés à température ambiante ou froid positif.

Le site est donc soumis à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 modifié.

Les dispositions de réduction de prélèvement d'eau à appliquer sont cependant celles de l'arrêté préfectoral du 07/04/2023, celles-ci étant plus contraignantes.

Lors de l'inspection, le secteur hydrographique « plaine de Valence », dans lequel sont situées les installations, est en niveau de gravité « vigilance » depuis le 24/06/2025.

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les informations à tenir à jour à la disposition de l'inspection des installations classées prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 modifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : * L'exploitant transmet les informations prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 sous 15 jours. * Volumes d'eau prélevés : – En dehors des périodes de sécheresse, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, les volumes d'eau prélevés et consommés sur les mois calendaires précédents. – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (utilisation de GIDAF).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30/07/2025

N° 18 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2023, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
Prescription contrôlée : Annexe 1 : Mesures de Gestion et de Limitation des Usages Adaptées à la Situation de la Ressource en Eau Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) Exceptions : La consommation annuelle de l'établissement est faible ($< 1\,000\text{ m}^3/\text{an}$ dans le milieu ou $< 7\,000\text{ m}^3/\text{an}$ prélevé à partir du réseau AEP et milieu) L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique) L'exploitant prélève dans le Rhône ou l'Isère et leurs alluvions : les objectifs de réduction sont ceux de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023
Constats : Le site consomme plus de $10\,000\text{ m}^3$ par an. L'activité du site ne répond pas à la définition de « transformation agroalimentaire en flux poussé ». En effet, les matières premières transformées sont des fruits, sous forme de morceaux, tranches ou cubes surgelés, ou de fûts ou poches conservés à température ambiante ou froid positif. Le site est donc soumis à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 modifié. Les dispositions de réduction de prélèvement d'eau à appliquer sont cependant celles de l'arrêté

préfectoral du 07/04/2023, celles-ci étant plus contraignantes.
Le PSH est actuellement très insuffisant pour permettre de bénéficier d'une exemption des restrictions prévues par l'arrêté préfectoral du 07/04/2023 en cas de sécheresse.
Par conséquent, l'exploitant doit appliquer les mesures de gestion prévues pour chacun des niveaux d'alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2025, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables

Prescription contrôlée :

Annexe 1 : Mesures de Gestion et de Limitation des Usages Adaptées à la Situation de la Ressource en Eau
Mesures relatives aux prélèvements d'eau pour les établissements industriels, commerciaux et artisanaux dont les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Constats :

Lors de l'inspection, le secteur hydrographique « plaine de Valence », dans lequel sont situées les installations, est en niveau de gravité « vigilance » depuis le 24/06/2025 (Arrêté préfectoral n°26-2025-06-24-00002 du 24/06/2025).

L'exploitant a mis en place des affichages pour sensibiliser ses agents.

Il est rappelé que concernant l'arrosage et l'entretien des espaces verts, ce sont les mesures de limitation ou d'interdiction pour tous les usages quelle que soit la ressource qui s'applique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables

Prescription contrôlée :

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Lors de l'inspection, le secteur hydrographique « plaine de Valence », dans lequel sont situées les installations, est en niveau de gravité « vigilance » depuis le 24/06/2025 (Arrêté préfectoral n°26-2025-06-24-00002 du 24/06/2025).

L'exploitant a bien noté l'obligation de transmission des données de surveillance des émissions dès l'atteinte du niveau de gravité d'alerte renforcée.

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que cette transmission devait être faite sur le site GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Forage – géothermie

Référence réglementaire : Autre du 04/07/2025, article L.112-1

Thème(s) : Autre, Géothermie

Prescription contrôlée :

Relèvent du régime légal des mines les gîtes renfermés dans le sein de la terre dont on peut extraire ou avec

lesquels on peut échanger de l'énergie sous forme thermique, notamment par conduction ou par l'intermédiaire des eaux chaudes et des vapeurs souterraines qu'ils contiennent, dits "gîtes géothermiques".

Constats :

Selon l'article L. 112-1 du Code minier, les gîtes géothermiques relèvent du régime légal des mines. Pour valoriser un gîte géothermique, il est nécessaire d'obtenir auprès de l'État, sauf dans le cas de la géothermie de minime importance (télé-déclaration) :

- le droit sur le gîte géothermique au travers d'un titre minier (de recherches ou d'exploitation),
- l'autorisation de faire des travaux à l'issue d'une procédure d'autorisation environnementale (de recherches ou d'exploitation).

L'exploitant utilise l'eau du forage pour du refroidissement. Le forage et son usage relèvent du régime légal des gîtes géothermiques.

Non-conformité : L'exploitant ne dispose d'aucun titre minier et d'aucune autorisation environnementale pour son forage, utilisé notamment pour de la géothermie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit déposer un dossier de demande de titre minier ainsi qu'un dossier de demande d'autorisation environnementale.

Les informations nécessaires sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes à l'adresse suivante :

<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-cadre-reglementaire-de-la-geothermie-a10635.html>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 31/01/2026